

21 février : Une mobilisation particulièrement réussie !

Ce jeudi, plus de 800 agents de la Culture se sont rassemblés rue de Valois sous les fenêtres de Christine Albanel à l'appel de l'intersyndicale du ministère de la Culture.

Un très grand nombre de services et d'établissements étaient en grève et très souvent fermés ou fortement perturbés : Le Louvre, Versailles, Fontainebleau, Compiègne, Orsay, Pompidou, la BPI, St Germain, Picasso, Cluny, l'Orangerie, Adrien Dubouché, Malmaison, St Cloud, Ecoen, Bonaparte, Pau, Magnin, Brou, les Services des administrations centrales, la DMF, la RMN, la BNF, les Archives Nationales, l'Inrap etc.

3000 signatures de la pétition nationale intersyndicale «NON A LA RGPP, OUTIL DE SACAGE DU SERVICE PUBLIC» ont été recueillies en moins d'une semaine ! Depuis lundi de très nombreuses assemblées générales se sont tenues partout sur l'ensemble du ministère de la Culture.

Il s'agit là, d'une mobilisation exceptionnelle et décisive qui exprime le rejet des personnels de la RGPP et leur attachement à leurs statuts.

Les personnels sont en effet déterminés à combattre une « réforme » très clairement porteuse de dislocation du ministère de la Culture et de profonds reculs sociaux.

C'est l'ensemble des politiques publiques de la culturelle qui sont remises en cause par la RGPP comme l'ont justement dénoncé toutes nos fédérations (FSU – UGFF-CGT, Fédération du Spectacle CGT, FERC CGT, FAE-CFTC, Fédération de la communication et spectacle CFTC, Solidaires Fonction Publique, UNSA Education, FNEC-FP-F0) présentes à la conférence de presse du 20 février.

Cette lutte se situe bien au cœur d'un mouvement plus large pour la défense et le renforcement des services publics attaqués aujourd'hui avec une rare violence par le gouvernement, sous la férule du Président de la République.

La délégation des organisations syndicales du ministère a porté auprès du cabinet de la ministre la revendication principale des personnels : « Le retrait de la RGPP ! ».

Le cabinet a répondu de manière dilatoire : « Nous ne pouvons pas retirer des mesures qui n'existent pas ».

Face à cette hypocrisie et à cette fin de non recevoir, la délégation a refusé de continuer plus longtemps pour rendre compte aux personnels rassemblés devant le ministère.

L'intersyndicale s'adresse immédiatement au Premier ministre pour obtenir un rendez-vous sur le devenir du ministère de la Culture menacé de démembrement suite aux annonces gouvernementales du 12 décembre 2007.

Elle se réunira le lundi 25 février afin de proposer à tous les agents du ministère une série d'actions permettant d'amplifier encore le rapport de forces.

Dès ce soir, elle décide de proposer aux personnels une grande journée nationale de manifestation et de grève au cours du mois de Mars. Elle remettra à cette occasion toutes les pétitions nationales auprès du gouvernement.

L'intersyndicale appelle tous les personnels à participer demain vendredi 22 février aux Assemblées Générales afin de décider tous ensemble des suites à donner au mouvement.

21 02 2008 – 20h